

La Tunisie – de la révolution aux institutions

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Depuis la révolution, la société tunisienne connaît de profondes transformations. Vers la fin de 2011, l'entrée en fonction de l'Assemblée constituante a marqué la formation du premier gouvernement représentatif tunisien en plus de 30 ans. Des centaines de candidats légitimes se sont présentés à des élections libres et régulières, auxquelles ont participé près de 90 % des personnes habilitées à voter. Le rapport intitulé « la Tunisie : de la révolution aux institutions », qui est publié un an après le départ en exil de Ben Ali, s'efforce de décrire les facteurs qui sont à l'origine de ces transformations, en examinant la manière dont des segments particuliers de la société ont changé — ou non — après la révolution.

Les technologies de l'information et des communications (TIC), qui ont joué un rôle fondamental pendant la période qui a précédé la révolution et durant cette dernière, ont continué d'appuyer de rapides changements au cours de l'année écoulée. Le rapport décrit l'application de ces technologies par les citoyens, la société civile, les entrepreneurs et les parties prenantes gouvernementales. Il identifie également des possibilités d'exploiter la capacité des technologies à améliorer la gouvernance, élargir le champ des opportunités économiques et encourager la cohésion sociale. Les conclusions qu'il tire ont pour objet spécifique de jeter un nouveau jour sur les questions cruciales ci-après :

- De quelle manière des institutions sociales, civiques et gouvernementales essentielles peuvent-elles utiliser les TIC pour améliorer l'efficacité de leur organisation, la participation du public, la prestation des services et la responsabilisation générale ?
- De quelle manière les responsables de l'action publique et les investisseurs devraient-ils structurer les initiatives technologies et déterminer celles qui doivent être menées en priorité pour promouvoir le développement économique et l'innovation technologique ?
- De quelle manière l'utilisation des TIC par les citoyens, les médias et les institutions civiques peut-elle promouvoir la cohésion sociale et accroître la capacité d'adaptation de la société ?

Pour répondre à ces questions, les personnes chargées de l'étude ont adopté une démarche d'ethnographie appliquée afin d'obtenir une image instantanée d'une large tranche de la société tunisienne. Leur enquête a reposé fondamentalement sur des entretiens approfondis non directifs. L'échantillon utilisé aux fins de l'étude se composait de plus de 100 Tunisiens venant de neuf villes et agglomérations et de douzaines d'institutions et d'entreprises. L'enquête avait pour objet de comprendre comment des citoyens différents perçoivent leur vie, les obstacles qu'ils rencontrent et les opportunités qui existent en cette période d'après-révolution. Le lecteur trouvera des témoignages des opinions de ces citoyens dans le rapport.

Les entretiens, conjugués à l'analyse des données de l'enquête et à des consultations menées auprès d'universitaires et de spécialistes, ont permis de dégager cinq points d'importance cruciale devant faire l'objet d'une attention particulière :

1. Les disparités régionales continuent d'être un obstacle fondamental à la cohésion sociale. En l'absence d'une intervention publique résolue et durable, les troubles pourraient perdurer.

Les provinces de l'intérieur sont isolées des pôles d'activité économique côtiers et urbains par suite de leur éloignement, des carences des infrastructures et de l'insuffisance des investissements publics et privés. Les graves difficultés économiques qui sont généralisées dans les régions de l'intérieur de la Tunisie ont suffi à déclencher la révolution. Après avoir été laissés pour compte pendant des décennies par le régime précédent, les citoyens de l'intérieur veulent aujourd'hui bénéficier des mêmes opportunités économiques, des mêmes soins de santé de base et des mêmes outils pour assurer leur subsistance que les habitants des côtes et des villes.

2. Les petites et moyennes entreprises (PME) sont prêtes à se développer à condition que des investissements importants et systémiques soient effectués dans le financement des entreprises, l'infrastructure numérique et la valorisation de la main-d'œuvre.

Les PME pourraient être le moteur d'une croissance rapide de l'économie tunisienne qui s'ouvre maintenant sur l'extérieur. Pour encourager l'expansion économique et la création d'emplois, en particulier dans les secteurs liés aux technologies, il importe de lever des obstacles fondamentaux, notamment le coût élevé de la poursuite de l'activité économique, le contrôle par l'État de marchés cruciaux et le déficit de qualifications de la population active.

3. Le système de l'enseignement supérieur tunisien a de solides bases mais, pour prospérer, il lui faudra procéder à un examen critique de ses méthodes pédagogiques et de ses investissements dans l'infrastructure, et aussi se libérer des systèmes de patronage de l'État.

Bien que les mérites du système de l'enseignement supérieur tunisien aient été vantés en raison du pourcentage de la population qu'il couvre et du haut niveau de ses institutions régionales, le gouvernement Ben Ali a nettement exagéré ses points forts. Les parties prenantes du système de l'enseignement supérieur dans son ensemble, ainsi que d'autres acteurs intéressés tels que les chefs d'entreprise, ont noté d'importantes insuffisances en ce qui concerne la qualité des programmes. Les travaux de recherche ont également fait ressortir les problèmes associés à la qualité de l'instruction et de l'infrastructure auxquels la Tunisie devra s'attaquer pour pouvoir soutenir la concurrence internationale dans les secteurs de pointe.

4. Le désir de participer à l'action politique est généralisé. Les citoyens comme les politiciens adoptent toute une gamme de nouveaux outils, plates-formes et approches pour communiquer les uns avec les autres. Toutefois, malgré ces avancées positives, des problèmes persistent, qui sont liés en particulier au manque de connaissance qu'ont les citoyens du processus politique.

La période actuelle offre des opportunités politiques considérables. L'intérêt croissant porté par les Tunisiens à leur système politique se traduit par une explosion de médias politiques, de nouveaux partis politiques et d'autres formes de participation. Les élections nationales tenues en octobre 2011 se sont déroulées, de l'avis général, librement et de manière régulière et une proportion extraordinairement élevée de la population y a participé. Toutefois, après des générations assujetties à un régime autoritaire, nombreux sont ceux qui ont des difficultés à comprendre les rouages de la participation au processus politique. L'avalanche de nouvelles

informations et de nouveaux médias ajoute à la confusion des nouveaux électeurs qui s'efforcent de trouver des sources fiables d'information politique.

5. Les communautés virtuelles qui se sont développées durant les années de régime autoritaire constituent les fondations d'une nouvelle société civile. Fait tout aussi important, beaucoup de ces communautés comptent un très grand nombre d'entrepreneurs en herbe, réunis par leurs compétences et leur intérêt pour les technologies de pointe.

Les TIC ont prouvé qu'elles pouvaient étendre la portée de la place publique partout dans le monde ; les analyses consacrées à l'expérience tunisienne notent souvent que les technologies ont été essentielles à la révolution. Avant cette dernière, les communautés virtuelles qui s'étaient développées dans le contexte d'un régime autoritaire ont été des sources directes d'organisation et de coopération politiques. Facebook a été au centre du dialogue politique, et d'autres instruments de communication en ligne et de médias sociaux ont largement contribué à renforcer les liens entre des communautés très soudées qui étaient déjà au cœur de la participation politique.

Le monde considère actuellement l'expérience tunisienne comme un microcosme et un baromètre d'une évolution de plus vaste portée — à savoir la demande de plus en plus insistante de populations qui veulent être traitées de manière équitable et voir leur dignité respectée, ce dont ils ont longtemps été privés. Parce qu'elle a été la première des nombreuses nations qui ont été le théâtre de soulèvements similaires en 2011, la Tunisie se trouve dans une position unique pour montrer, à elle-même comme au reste du monde, comment une société peut évoluer en passant d'un régime autoritaire à un système représentatif. En faisant ressortir d'éventuelles opportunités d'investissement fructueux, ainsi que les besoins, les aspirations et les réflexions du peuple tunisien, « La Tunisie : de la révolution aux institutions » s'efforce de fournir des orientations générales pour une action pilotée par les citoyens afin de permettre à la communauté internationale d'adapter son appui à cette société en évolution.